

## **ANNEXE 1 au cahier des clauses administratives particulières**

### **Clause sociale**

#### **Cadre juridique et objectif de la clause d'insertion**

L'article L2111-1 du Code de la commande publique précise que les marchés publics doivent prendre en compte des objectifs du développement durable, c'est-à-dire le respect de l'environnement d'une part, le progrès social et la cohésion sociale d'autre part.

Dans un souci de lutte contre les exclusions, le présent marché comporte des conditions d'exécution visant à promouvoir l'accès ou le retour à l'emploi des personnes qui en sont le plus éloignées et qui rencontrent des difficultés sociales et professionnelles particulières.

#### **Définition de la clause d'insertion**

La clause d'insertion est, dans le cadre du présent marché, une condition d'exécution, conformément à l'article L2112-2 du Code de la commande publique et concerne les lots mentionnés ci-dessous :

	Lots	Heures à réaliser
Lot 2	Couverture/bardage/étanchéité	90
Lot 5	Plomberie/chauffage/ventilation	120

La clause a été estimée sur la base du montant HT du coût global des travaux et sur un taux d'insertion de 5 % conformément aux préconisations de l'agence nationale de Rénovation urbaine (ANRU).

L'ensemble des actions mises en œuvre doivent intervenir durant la période d'exécution du marché.

#### **Critères d'éligibilité à la clause d'insertion**

Les personnes visées par l'action d'insertion professionnelle doivent relever de l'une des catégories suivantes :

- a) bénéficiaires du RSA en recherche d'emploi ;
- b) personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, notamment les Établissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE) ;
- c) personnes placées sous-main de justice et/ou suivies par le Service Pénitentiaire d'Insertion de Probation (SPIP) ;
- d) demandeurs d'emploi inscrits en continu à France travail durant 12 mois dans les 18 derniers mois, catégories 1, 2, 3 et n'ayant pas travaillé dans les 6 derniers mois ;
- e) personnes prises en charge dans le secteur adapté ou protégé : salariés des entreprises adaptées, des entreprises adaptées de travail temporaire ou usagers des ESAT ;
- f) personnes ayant obtenu la reconnaissance de travailleur handicapé ;

g) bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), de l'allocation adulte handicapé (AAH), de l'allocation d'insertion (AI), de l'allocation veuvage, ou de l'allocation d'invalidité ;

h) jeunes de moins de 26 ans sans qualification (niveau inférieur ou égal au CAP/BEP) et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois ;

i) demandeurs d'emploi seniors (plus de 50 ans) n'ayant pas travaillé dans les 6 derniers mois ;

j) jeunes en suivi renforcé Mission locale (Contrat Engagement jeune...) ;

k) personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire ;

l) personnes rencontrant des difficultés particulières sur proposition motivée de France travail, des missions locales, de Cap emploi ou des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH).

m) personnes prises en charge dans les structures d'insertion par l'activité économique (IAE) mentionnée à l'article L5132-4 du Code du travail, c'est-à-dire :

- mises à disposition par une association intermédiaire (AI) ou une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI),
- salariées d'une entreprise d'insertion (EI), d'un atelier chantier d'insertion (ACI) ;

L'éligibilité des publics doit être établie préalablement à la mise en œuvre du dispositif et à la réalisation des heures d'insertion.

### **Modalités de mise en œuvre**

Dès sa notification et avant tout recrutement dans le cadre de son obligation d'insertion, l'entreprise devra prendre contact avec le chargé de mission « clause d'insertion » de la ville du Havre afin de valider les modalités de recrutement.

L'action d'insertion professionnelle peut être mise en œuvre par le titulaire selon une ou plusieurs des modalités suivantes :

- Par une embauche directe en contrat à durée indéterminée (CDI), en contrat à durée déterminée (CDD) par l'entreprise titulaire, ou en contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage). Les heures effectuées par les personnes en insertion via l'embauche directe sont comptabilisées durant l'exécution du marché à compter de la date d'embauche et pour une période maximale de deux ans ; Si la formation fait partie du contrat de travail (contrat de professionnalisation, contrat d'apprentissage, etc.), les heures de formation sont comptabilisées au titre des heures d'insertion.

- Par la mise à disposition de salariés en insertion via le recours à une association intermédiaire (AI), ou à une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), ou à une entreprise de travail temporaire adapté (ETTA), ou à un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ), ou à une entreprise de travail temporaire (ETT) ;

- Par le recours à la sous-traitance ou au groupement d'opérateurs économiques avec une entreprise d'insertion (EI), un atelier chantier d'insertion (ACI) ou une entreprise adaptée (EA), un établissement et service d'aide par le travail (ESAT)

Il est fortement conseillé à l'entreprise attributaire de recourir à des opérateurs d'insertion. En effet, ces derniers garantissent un accompagnement socioprofessionnel des bénéficiaires.

Si le licenciement d'une personne embauchée au titre de l'insertion intervient avant la fin du contrat prévu, l'entreprise doit tout mettre en œuvre pour embaucher un remplaçant dans les conditions initiales.

## **Globalisation des heures d'insertion**

Si, dans un même bassin d'emploi, le titulaire est attributaire d'un ou plusieurs autres marchés comportant une clause d'insertion sociale, le titulaire peut solliciter auprès du maître d'ouvrage la globalisation des heures d'insertion, afin de favoriser le parcours d'insertion des personnes éloignées de l'emploi. Celle-ci doit être définie dans les documents particuliers du marché.

## **Sous-traitance**

Si une partie des travaux est sous-traitée, le titulaire du marché s'engage à faire respecter la condition d'exécution relative à l'embauche de public prioritaire. Il peut donc demander à ses sous-traitants de réaliser une partie de ses heures, mais il reste néanmoins responsable de la bonne mise en œuvre et sera responsable en cas de non réalisation ou réalisation partielle des heures par ses sous-traitants.

## **Modalités de contrôle**

Il est procédé au contrôle de l'exécution de l'action d'insertion pour laquelle le titulaire s'est engagé, tout au long de l'exécution des prestations :

- le titulaire, ou le cas échéant le facilitateur, établit pendant toute la durée du marché un bilan annuel sur la base des bilans transmis au maître d'ouvrage ;
- le titulaire, ou le cas échéant le facilitateur, rédige un bilan final dans le mois précédant la fin de l'exécution du marché transmis au maître d'ouvrage.

Ces bilans portent sur les aspects quantitatifs et qualitatifs de l'action d'insertion.

Durant toute la période d'exécution du marché, le maître d'ouvrage peut organiser avec le titulaire et, le cas échéant le facilitateur, des réunions de suivi de la clause d'insertion.

## **Pénalités relatives à l'insertion**

A l'occasion de la réception de travaux, un bilan des opérations d'insertion sera dressé. La simple constatation par le maître d'ouvrage de la mauvaise exécution des conditions du marché par l'entreprise entraînera une pénalité égale 60 euros par heure d'insertion non réalisée.

En cas d'absence ou de refus de transmission des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action, l'entrepreneur subira une pénalité égale à 100 euros par jour de retard à compter de la mise en demeure par le maître d'ouvrage.

## **Difficultés rencontrées par l'entreprise**

Le titulaire notifie au maître d'ouvrage toute difficulté pour assurer son engagement.

Dans ce cas, le maître d'ouvrage, et le cas échéant le facilitateur, étudie avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs d'insertion.

En cas de difficultés économiques, établies par un faisceau d'indices, l'entreprise attributaire peut demander au maître d'ouvrage la suspension ou la suppression de la clause d'insertion sociale. En cas de difficultés économiques qui se traduisent par le recours à de l'activité partielle, à l'engagement d'une procédure de licenciement pour motif économique ou à l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, le maître d'ouvrage annule la clause d'insertion sociale. Cette annulation est subordonnée à la communication d'une copie des documents afférents à ces difficultés, transmis à la DREETS ou au juge.

## **Assistance technique**

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le titulaire peut bénéficier de l'accompagnement d'un facilitateur dont les coordonnées sont précisées dans les documents particuliers du marché.

- d'assister les entreprises soumissionnaires pendant la préparation de leur offre pour les renseigner sur les différents dispositifs d'insertion prévus dans le cadre de l'appel à la concurrence,
- d'accompagner le titulaire dans la définition du besoin de recrutement (nature du poste, compétence...) et de lui proposer les modalités les plus appropriées de mise en œuvre de la clause d'insertion (embauche directe, mise à disposition, etc. ...);
- de participer au repérage des publics susceptibles de répondre au besoin du titulaire ;
- de mesurer et de communiquer auprès du maître d'ouvrage et du titulaire sur les réalisations obtenues dans le cadre du marché.

Eric GOLHEN, chargé de mission clause d'insertion

CCAS

3 place Albert René

76 600 LE HAVRE

☎ 06 77 98 65 85 – 02 35 22 33 79

[eric.golhen@lehavre.fr](mailto:eric.golhen@lehavre.fr)